

LES JEUNES N'ONT PAS À SUBIR LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE ! **EXIGEONS DES MOYENS POUR PROTÉGER NOTRE SANTÉ !** **LES ORGANISATION DE JEUNESSE APPELLENT À** **MANIFESTER LE 10 NOVEMBRE AVEC LES ENSEIGNANT·E·S.**

Appel de l'UNL, de la FIDL, de l'UNEF, de l'Alternative, de la JOC, du MJCF, de l'UEC, des JE, et du NPA-Jeunes

La semaine dernière, M. Macron annonçait d'un ton solennel le confinement national dû à l'aggravation de la situation sanitaire. Or, face à la gravité, le constat des lycéen·ne·s est celui d'un manque de moyens criant dans les établissements. Notre jeunesse est entassée dans les bahuts, avec peu de moyens de protection... Le risque de se contaminer et de contaminer ses proches est élevé. Cela est inadmissible !

Les lycéen·ne·s, étudiant·e·s en BTS et CPGE montrent l'exemple en se mobilisant massivement pour exiger des moyens pour leur santé. Au lieu de répondre par des moyens, ce gouvernement se permet de réprimer violemment. **Nos organisations demandent l'abandon de toutes les poursuites contre les lycéen·ne·s arrêté·e·s et l'arrêt immédiat de la répression !**

Les dernières annonces de M. Blanquer ne répondent pas aux demandes. Si l'enseignement hybride présentiel/distanciel permettra de réduire la circulation de la Covid-19 dans les lycées, de fait il creuse les inégalités, notamment pour les jeunes des milieux les plus défavorisés. Le souci est le même pour les E3C en contrôle continu, créant encore plus d'inégalités en fonction du lycée d'origine.

Il est possible d'assurer un enseignement à 100% en présentiel dans les facs et lycées, mais pour cela il est impératif d'allouer des moyens budgétaires d'urgence et d'ampleur.

Pour les lycéen·ne·s et les étudiant·e·s dans les lycées, nous revendiquons :

- le dédoublement des classes et des embauches de personnels enseignants, pédagogiques, administratifs et de nettoyage
- la mise à disposition de masques et gel gratuit, pour tou·te·s les élèves
- l'allongement des temps de cantine et récréation, pour garantir une distanciation plus importante
- la transparence sur les cas COVID dans les établissements, et l'application réelle de la règle de l'isolement des cas contacts
- le rétablissement d'une médecine scolaire de qualité

Cette seconde vague était prévisible depuis des mois. Pourtant, rien n'a été fait en terme de moyens pour la prévention et la santé. Lutter réellement contre ce virus nécessite, comme le demande les soignant·e·s, un investissement massif dans la santé !

Avec la fermeture des universités, le distanciel devient la norme. Cette mesure creuse les inégalités entre les étudiant·e·s. Alors que tou·te·s n'ont pas un accès égal au numérique ou à un espace de travail chez eux·elles, il est absurde que l'assiduité soit contrôlée et que le contrôle continu soit la règle. Aucun cadrage national clair n'a été créé pour aider les établissements à gérer la situation de crise en incitant à mettre en place des modalités d'évaluation comme les devoirs maisons pour le contrôle continu. De même, quant aux examens, ceux-ci ne peuvent se tenir à distance. Nos organisations exigent leur tenue en présentiel au mois de janvier avec des mesures sanitaires renforcées.

En ce sens, il est urgent de mettre en place un plan d'investissement dans les universités afin de les rouvrir et d'assurer le maximum de présentiel.

Pour lutter contre la précarité, l'aide de 150€ proposée aux boursier·e·s et aux bénéficiaires de l'APL doit être généralisée. Plus largement, nous revendiquons des moyens financiers d'ampleur, pour l'ensemble des étudiant·e·s, afin de réellement lutter contre la précarité.

Le gouvernement n'a de cesse de nous expliquer qu'il n'y a pas d'argent magique. Or, depuis le début de la crise sanitaire, le gouvernement a débloqué 470 milliards d'euros pour les grandes entreprises. Soit-disant pour conserver l'emploi, alors que ces dernières licencient ! **Cet argent devrait aller dans les hôpitaux et dans l'éducation afin de contrecarrer cette crise sanitaire et offrir une éducation de qualité !**

Aujourd'hui, ce gouvernement veut faire payer les conséquences de sa mauvaise gestion sanitaire aux jeunes. Il est hors de question ! **Face à situation critique, notamment dans les lycées et afin d'obtenir gain de cause, nos organisations appellent les jeunes, lycéen·ne·s, étudiant·e·s à rejoindre "la grève sanitaire" du 10 novembre appelée par les syndicats d'enseignant·e·s et à poursuivre la mobilisation. Nous appelons à organiser des Assemblées générales, des actions et des manifestations massives ce jour-là dans les lycées.**

